

# NIGERIA. LA REDDITION DE COMPTES POUR LES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS DEMEURE UN OBJECTIF HORS D'ATTEINTE

AMNESTY INTERNATIONAL.  
COMMUNICATION POUR LA 45<sup>E</sup> SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EPU,  
JANVIER-FÉVRIER 2024  
ANNEXES ET NOTES DE FIN DE DOCUMENT EN ANGLAIS

## RÉSUMÉ

La présente communication a été préparée en vue du quatrième Examen périodique universel (EPU) du Nigeria, qui se tiendra en janvier-février 2024. Amnesty International y évalue la mise en œuvre des recommandations formulées à l'intention du Nigeria lors de son précédent EPU en 2018, notamment celles concernant les disparitions forcées, les violations des droits humains commises par les forces de sécurité, la torture et les autres formes de mauvais traitements, la violence liée au genre et l'égalité entre hommes et femmes, ainsi que l'impact de l'industrie pétrolière sur les droits humains.

Elle y dresse également un bilan du cadre national des droits humains concernant la Constitution du Nigeria, la Loi de 2022 relative à la prévention et à l'interdiction du terrorisme et la Loi de 2015 relative à l'interdiction des violences faites aux personnes.

En ce qui concerne la situation des droits humains sur le terrain, Amnesty International exprime des préoccupations quant à la liberté d'expression et de réunion pacifique, aux homicides illégaux, au conflit armé, à la violence contre les femmes, aux expulsions forcées, à la pollution pétrolière dans le delta du Niger, aux droits des personnes LGBTI et à la peine de mort. Ce document se termine par une série de recommandations à l'intention du Nigeria qui, si elles étaient mises en œuvre, contribueraient à améliorer la situation des droits humains dans ce pays.

© Amnesty International 2023 ; **AFR 44/6970/2023**, juillet 2023.  
Langue : FRANÇAIS. Sauf mention contraire, le contenu de ce document est sous licence Creative Commons (attribution – utilisation non commerciale – pas d'œuvre dérivée – 4.0 international).

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/legalcode>

Pour plus d'informations, veuillez consulter la page relative aux autorisations sur notre site : [www.amnesty.org/fr](http://www.amnesty.org/fr)

Lorsqu'une entité autre qu'Amnesty International est détentrice du copyright, le matériel n'est pas sous licence Creative Commons.

Amnesty International est un mouvement mondial réunissant plus de 10 millions de personnes qui agissent pour que les droits fondamentaux de chaque personne soient respectés.

La vision d'Amnesty International est celle d'un monde où chacun-e peut se prévaloir de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres textes internationaux relatifs aux droits humains.

Essentiellement financée par ses membres et les dons de particuliers, Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, de toute tendance politique, de toute puissance économique et de tout groupement religieux.

## LE PRÉCÉDENT EXAMEN ET SES SUITES

1. Le Nigeria a accepté 240 des 290 recommandations formulées pendant son précédent EPU, en 2018. Le gouvernement a pris note de 50 recommandations, notamment de toutes celles visant à la ratification de traités internationaux, de toutes les recommandations sur la dépénalisation des relations homosexuelles, et de 19 des 20 recommandations visant à mettre fin au recours à la peine de mort.<sup>1</sup>
2. Conformément à l'une des recommandations qui ont été acceptées, le 14 août 2021, la Loi relative à l'administration pénitentiaire a été promulguée, ce texte visant à remédier aux insuffisances majeures de la Loi de 1972 relative aux prisons.<sup>2</sup>
3. Bien que trois recommandations visant à mettre un terme aux disparitions forcées aient été acceptées, notamment celles visant à créer une base de données sur les personnes disparues au Nigeria et à autoriser le libre accès pour les enquêteurs-trices indépendants sur les droits humains afin qu'ils puissent enquêter sur les allégations de disparition forcée,<sup>3</sup> les disparitions forcées restent courantes dans le pays. Plusieurs personnes ont été victimes de disparition forcée entre 2019 et 2022.<sup>4</sup> Le gouvernement n'a pas encore créé de base de données officielle sur les personnes disparues, et les victimes de disparition forcée ainsi que leurs familles n'ont toujours pas obtenu justice.
4. Le Nigeria a accepté plus de 20 recommandations visant à garantir le respect des droits humains lors des opérations de lutte contre le terrorisme, notamment afin de protéger la vie des civil·e·s, d'éviter les exécutions extrajudiciaires et d'enquêter sur les violations commises par les forces de sécurité.<sup>5</sup> Malheureusement, depuis 2019, les forces de sécurité ont systématiquement commis des violations des droits humains dans le cadre des opérations militaires menées contre Boko Haram dans le nord-est du Nigeria, et contre les violences dans le sud-est.<sup>6</sup> Les rapports de la Commission d'enquête spéciale dirigée par l'armée et de la commission d'enquête présidentielle mises en place en 2017 afin d'examiner le respect par les forces armées des droits humains n'ont toujours pas été rendus publics, alors que le Nigeria s'y était engagé lors du précédent examen.<sup>7</sup>
5. Le Nigeria n'a pas encore mis en œuvre la recommandation, qu'il avait acceptée, visant à modifier l'ordonnance n° 237 relative aux forces de police qui prévoit des possibilités de recours à la force meurtrière allant bien au-delà de ce qui est permis par le droit international relatif aux droits humains et les normes connexes.<sup>8</sup>
6. Le Nigeria a accepté huit recommandations visant à empêcher la torture et les autres formes de mauvais traitements, notamment avec la création d'un mécanisme national de prévention de la torture pour le contrôle indépendant de tous les lieux de détention et d'une base de données centralisée regroupant tous les lieux de détention.<sup>9</sup> Pourtant, aucune des recommandations acceptées n'a été mise en œuvre. Alors que la Loi de 2017 contre la torture réprime pénalement cette pratique, la torture et les autres mauvais traitements demeurent courants au Nigeria.<sup>10</sup>
7. En 2020, Amnesty International a réuni des informations sur plus de 82 cas d'actes de torture infligés par la Brigade spéciale de répression des vols (SARS) de la police nigériane, qui était tristement connue pour les arrestations illégales, les actes de torture et autres mauvais traitements et les homicides illégaux dont elle était responsable.<sup>11</sup> En octobre 2020, les autorités nigérianes ont dissous la SARS. Cependant, tous les membres de la SARS ont été redéployés et aucun n'a fait l'objet de poursuites judiciaires.
8. Le Nigeria a accepté plus de neuf recommandations liées à la violence liée au genre et à l'égalité entre hommes et femmes, notamment celles visant à adopter le projet de loi relatif au genre et à l'égalité des chances et à mettre en œuvre la Loi de 2015 relative à l'interdiction des violences faites aux personnes dans tous les États du pays.<sup>12</sup> Le projet de loi relatif au genre et à l'égalité des chances n'a toujours pas été adopté. Trente-quatre États du pays ont incorporé cette loi dans leur droit interne. Les États de Kano et de Katsina ne l'ont pas encore fait. En mars 2022, l'Assemblée nationale a voté contre cinq propositions de loi

qui visaient à promouvoir l'égalité entre les genres au Nigeria.<sup>13</sup> Après plusieurs manifestations d'organisations féminines, l'Assemblée nationale est revenue sur sa décision pour trois de ces textes<sup>14</sup>.

## LE CADRE NATIONAL DE PROTECTION DES DROITS HUMAINS

9. Le quatrième chapitre de la Constitution de 1999 du Nigeria<sup>15</sup> dispose que les droits fondamentaux ne comprennent que les droits civils et politiques, qui sont exécutoires devant les tribunaux. Les droits économiques, sociaux et culturels, inscrits dans le second chapitre en tant qu'objectifs fondamentaux et principes directeurs de la politique publique, sont de simples principes directeurs et ne sont pas exécutoires devant les tribunaux.
10. Le Nigeria est partie à plusieurs traités internationaux relatifs aux droits humains, mais seuls certains d'entre eux ont été incorporés dans le droit interne.<sup>16</sup>
11. La Loi de 2022 relative à la prévention et à l'interdiction du terrorisme a remplacé la Loi modifiée de 2011 relative à la prévention du terrorisme.<sup>17</sup> Or, la nouvelle loi contient des dispositions qui violent la Constitution du Nigeria et ses obligations internationales en matière de droits humains. L'article 35 de la Constitution dispose que les délinquant·e·s présumés doivent être présentés devant un tribunal dans un délai de 48 heures, mais la nouvelle loi prévoit une prolongation de la détention pour les personnes soupçonnées d'actes de terrorisme.<sup>18</sup> Elle accorde également à l'armée des pouvoirs arbitraires en matière d'arrestation et de détention, notamment pour les personnes « trouvées dans tout local ou lieu ou moyen de transport » par « les membres compétents des forces de l'ordre ou de sécurité jusqu'à l'achèvement des recherches ou de l'enquête au titre des dispositions de la présente loi ».<sup>19</sup>
12. La Loi relative à l'interdiction des violences faites aux personnes érige en infraction pénale plusieurs actes préjudiciables et discriminatoires à l'égard des femmes et élargit la définition étroite du viol inscrite dans le Code pénal et le Code criminel nigériens.
13. La loi de 2013 interdisant le mariage entre personnes de même sexe est toujours en vigueur et elle rend passible d'une peine de dix ans d'emprisonnement quiconque soutient, rencontre ou forme une organisation défendant les droits fondamentaux des personnes LGBTI. Elle réprime pénalement la liberté d'expression, d'association et de réunion ainsi que les activités des organisations LGBTI.<sup>20</sup>

## LA SITUATION DES DROITS HUMAINS SUR LE TERRAIN

### Liberté d'expression et de réunion pacifique

14. Des journalistes et des militant·e·s numériques continuent d'être harcelés, menacés et attaqués par les autorités étatiques parce qu'ils et elles ont exprimé des critiques. Lors des élections générales de 2023, 42 journalistes ont été attaqués et harcelés – ils ont notamment été frappés et privés d'accès à l'information – alors qu'ils couvraient les élections.<sup>21</sup>
15. En mars 2023, la Commission nationale de régulation des médias (NBC) a pris des sanctions contre 25 stations de diffusion en raison de leur couverture des élections de 2023.<sup>22</sup> Le 10 mai 2023, une haute cour fédérale à Abuja a jugé l'interdiction illégale.<sup>23</sup>
16. Le 27 juillet 2022, le projet de loi réglementant les organisations non gouvernementales, qui vise à museler les organisations de la société civile, a été de nouveau soumis à la Chambre des représentants.<sup>24</sup>
17. Les personnes qui expriment librement leurs opinions continuent d'être réprimées. Le 5 avril 2022, à Kano, le président de l'Association humaniste du Nigeria, Mubarak Bala, a été condamné à 24 ans d'emprisonnement pour des publications sur Facebook dans lesquelles il aurait insulté le prophète Mahomet.<sup>25</sup>

18. Le 4 juin 2021, les autorités nigérianes ont annoncé l'interdiction de Twitter au Nigeria.<sup>26</sup> Cette interdiction a été levée au bout de sept mois, le 13 janvier 2022. Le 14 juillet 2022, la Cour de justice de la CEDEAO a jugé que cette interdiction était illégale.<sup>27</sup>
19. Le 20 octobre 2020, l'armée et la police nigérianes ont tué au moins 12 personnes qui manifestaient pacifiquement au péage de Lekki et dans le quartier d'Alausa à Lagos, où des milliers de manifestant·e·s dénonçaient les violences policières dans le cadre du mouvement #EndSARS.<sup>28</sup> Plus de 40 des manifestant·e·s du mouvement #EndSARS arrêtés en octobre 2020 sont toujours incarcérés.<sup>29</sup>

### Expulsions forcées

20. Les expulsions forcées se poursuivent sans relâche au Nigeria depuis le dernier examen, sans préavis ni consultation adéquats. En octobre 2021, les autorités de l'État de Kaduna ont démoli plus de 500 structures dans le secteur de Graceland, à Zaria. En février 2022, les autorités de l'État de Rivers ont expulsé de force quelque 60 000 habitant·e·s des zones situées au bord de l'eau dans le quartier de Diobu, à Port Harcourt.<sup>30</sup> Sur le Territoire de la capitale fédérale et dans les secteurs de Durumi 3, Iddo Sarki, NEPA Junction Gudu, Mpape, Katampe et Lugbe, des communautés ont été soumises à des expulsions forcées.<sup>31</sup>

### Violences faites aux femmes et aux filles

21. Bien que le Territoire de la capitale fédérale et 35 États aient introduit dans leur droit interne la Loi relative à l'interdiction des violences faites aux personnes,<sup>32</sup> les violences faites aux femmes et aux filles demeuraient endémiques.<sup>33</sup> Depuis le dernier examen, les signalements de viol ont fortement augmenté partout au Nigeria. La police du Nigeria a enregistré 717 cas de viol entre janvier et mai 2020.<sup>34</sup> Dans son rapport annuel de 2020, la Commission nationale des droits humains a indiqué avoir reçu 11 200 signalements de viol.<sup>35</sup>

### Conflit armé

22. Le Nigeria a failli à son devoir de protéger les personnes contre les différents types d'atteintes aux droits humains perpétrés par Boko Haram et l'État islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO) ainsi que par des individus armés non identifiés<sup>36</sup>, qui ont tué au moins 6 907 personnes, enlevé 6 157 personnes et transféré ou déplacé de force au moins 2 000 personnes en 2022.<sup>37</sup> Les autorités n'ont toujours pas secouru de nombreuses femmes et de nombreux enfants qui se trouvent toujours en captivité, et de nombreux établissements d'enseignement sont toujours fermés.<sup>38</sup> Les violences et les homicides dans le sud de l'État de Kaduna ont continué de se multiplier.<sup>39</sup>
23. Les opérations anti-insurrectionnelles de l'armée dans le nord-est du Nigeria ont été marquées par des violations flagrantes des droits humains et des crimes de droit international, notamment des exécutions extrajudiciaires, des disparitions forcées, des arrestations arbitraires et des détentions au secret.<sup>40</sup> Depuis juillet 2019, l'armée de l'air nigériane a procédé à au moins 17 frappes aériennes meurtrières contre des camps de civils.<sup>41</sup> De plus, depuis 2021, les forces de sécurité ont commis des violations des droits humains dans le cadre de leurs opérations contre la montée de la violence dans le sud-est du Nigeria.<sup>42</sup>

### Violences intercommunautaires

24. La question des violents affrontements entre des membres de communautés d'agriculteurs et de communautés d'éleveurs qui se sont produits dans plusieurs régions du Nigeria en raison de conflits liés à l'accès à l'eau, à la terre et à des pâturages, n'a toujours pas été réglée.<sup>43</sup> Le 7 avril 2023, dans l'État de Benue, au moins 43 personnes ont été tuées par des assaillants armés dans une école primaire située dans un camp de personnes déplacées.<sup>44</sup> Le 12 mai 2023, des hommes armés ont tué au moins sept personnes et incendié au moins 50 maisons à Takalafiya Mada, dans l'État de Nasarawa. Dans l'État de Benue, les conflits

opposant des fermiers et des éleveurs restaient fréquents, et des milliers de personnes ont été tuées dans ce contexte.<sup>45</sup>

### **Droits des lesbiennes, des gays et des personnes bisexuelles, transgenres ou intersexes (LGBTI)**

25. Des violations des droits humains continuent d'être commises contre des personnes soupçonnées d'avoir des relations homosexuelles ou d'avoir une identité de genre non conventionnelle, notamment avec des arrestations, des humiliations publiques, de l'extorsion et de la discrimination.
26. En décembre 2018, 47 hommes ont fait l'objet de poursuites pénales à Lagos pour avoir manifesté publiquement de l'affection pour une personne de leur sexe. En octobre, un tribunal à Lagos a prononcé un non-lieu.<sup>46</sup> En juin 2022, trois hommes gays – Abdullahi Beti, Kamilu Ya'u et Mallam Haruna – ont été arrêtés au titre de la Loi de 2013 sur l'interdiction du mariage entre personnes de même sexe. Un tribunal islamique à Ningi, dans l'État de Bauchi, les a condamnés à mort<sup>47</sup>.

### **Impact de l'industrie pétrolière sur les droits humains**

27. Malgré l'acceptation des recommandations visant à l'adoption de mesures efficaces pour aider les communautés subissant des dommages environnementaux dans le delta du Niger en raison de déversements d'hydrocarbures,<sup>48</sup> la région du delta du Niger continue de souffrir d'une épidémie de déversements d'hydrocarbures qui ont des conséquences dévastatrices sur les droits humains et sur les moyens de subsistance des communautés de la région.<sup>49</sup> En 2021, Shell a annoncé son intention de vendre ses champs pétrolifères et ses actifs dans le delta du Niger après 60 ans d'activités très rentables dans cette région. Shell n'a pas expliqué comment elle comptait remédier à la pollution systémique et à grande échelle subie par les communautés nigérianes liées à ses activités.<sup>50</sup>

### **Disparitions forcées, homicides illégaux et détention illégale**

28. Les autorités ont soumis plusieurs hommes à des disparitions forcées en réaction aux activités de l'organisation Peuples indigènes du Biafra (IPOB) dans le sud-est du Nigeria. Sunday Nwafor, Uzonwanne Ejiolor et Wilfred Dike, qui étaient secrètement détenus par l'armée sans inculpation depuis le 27 février 2020, ont été libérés le 14 septembre 2022 sans jugement.<sup>51</sup> Abubakar Idris, qui avait critiqué le gouvernement, était toujours porté disparu depuis son enlèvement, en 2019, par des individus soupçonnés d'être des agents de l'État.<sup>52</sup>
29. Les forces de sécurité ont utilisé une force excessive pour disperser des manifestations et rassemblements pacifiques. Le 17 octobre 2022, un tribunal du *coroner* (chargé d'enquêter sur les cas de mort violente, subite ou suspecte) a établi que la police avait abattu Jumoke Oyeleke pendant un rassemblement du peuple yoruba à Ojota, dans l'État de Lagos.<sup>53</sup> Le 17 juillet 2022, sept personnes ont été exécutées de façon extrajudiciaire par des membres d'Ebubeagu, un groupe paramilitaire soutenu par les autorités, à Awo-Omma, dans l'État d'Imo.<sup>54</sup>
30. Les prisons nigérianes restaient congestionnées, et environ 69 % des personnes emprisonnées étaient en détention provisoire dans l'attente de leur procès, parfois depuis plus de cinq ans.<sup>55</sup> Le 2 décembre 2021, cinq personnes en détention provisoire dans l'attente de leur procès ont été tuées et sept autres blessés par électrocution dans le centre pénitentiaire d'Ikoyi, à Lagos.<sup>56</sup>

### **Peine de mort**

31. À notre connaissance, aucune exécution judiciaire n'a eu lieu depuis le 23 décembre 2016, mais les autorités du Nigeria recourent à la peine de mort en tant que solution de facilité contre l'insécurité et la criminalité violente. Vingt-six États disposent de lois prévoyant la peine capitale en cas d'enlèvement et pour d'autres crimes. À la date du 8 mai 2023, 3 322 personnes se trouvaient sous le coup d'une condamnation à mort, à la connaissance d'Amnesty International.<sup>57</sup> En août 2022, la Cour d'appel a ordonné la tenue d'un

nouveau procès dans l'affaire du musicien Aminu Yahaya-Sharif, condamné à mort pour blasphème en 2020.<sup>58</sup>

## RECOMMANDATIONS À L'ÉTAT EXAMINÉ

**Amnesty International appelle le gouvernement du Nigeria à prendre les mesures suivantes :**

### **Le cadre national de protection des droits humains**

32. Modifier la Constitution afin de garantir les droits économiques, sociaux et culturels en tant que droits humains et afin que les tribunaux puissent les faire respecter.
33. Mettre la Loi sur la prévention du terrorisme en conformité avec le droit international, notamment en garantissant qu'une personne ne peut être arrêtée que s'il existe des motifs raisonnables de penser qu'elle a commis une infraction pénale.
34. Modifier l'article 33(2) de la Constitution ainsi que l'ordonnance de police n° 237 afin que ces textes n'autorisent le recours à la force létale que pour protéger des vies humaines, conformément au droit international relatif aux droits humains.
35. Faire rapidement adopter le projet de loi relatif au genre et à l'égalité des chances.
36. Veiller à ce que la Loi relative à l'interdiction des violences faites aux personnes soit rapidement intégrée dans le droit interne des deux États qui ne l'ont pas encore fait, et garantir son application effective dans tout le pays.
37. Veiller à ce que la Loi relative aux droits des enfants soit immédiatement intégrée dans le droit interne des deux États qui ne l'ont pas encore fait, garantir son application effective dans tout le pays, et prendre les mesures nécessaires pour empêcher les attaques contre les écoles en sécurisant de façon adéquate toutes les installations des écoles, notamment avec une clôture d'enceinte.

### **Liberté d'expression et de réunion pacifique**

38. Annuler le projet de loi relatif à (l'instauration de) la Commission du Nigeria de réglementation des organisations non gouvernementales.
39. Relâcher toutes les personnes détenues alors qu'elles n'ont fait qu'exprimer pacifiquement leurs opinions et garantir l'accès des victimes et des familles de victimes à un recours utile, y compris sous la forme d'une indemnisation adéquate, d'une restitution et de garanties de non-répétition.
40. Mettre fin à toutes les formes de harcèlement et d'intimidation des journalistes et des défenseur-e-s des droits humains, ainsi qu'à l'utilisation de la peur pour dissuader les personnes d'utiliser les plateformes des médias sociaux afin d'exprimer leurs opinions.
41. Veiller à ce que toutes les agences chargées de l'application des lois révisent leurs politiques et leurs pratiques concernant le maintien de l'ordre lors de manifestations pour les mettre en conformité avec les normes internationales relatives aux droits humains, et enquêter efficacement sur toutes les allégations de violations des droits humains commises par des membres de la police lors de manifestations, amener tous les responsables à rendre des comptes et accorder des réparations aux victimes.

### **Expulsions forcées**

42. Adopter un moratoire sur les expulsions massives, tant que ne seront pas mises en place les garanties légales et procédurales nécessaires pour que toutes les expulsions se déroulent dans le respect des normes

internationales relatives aux droits humains, notamment des Principes de base et directives sur les expulsions forcées et les déplacements liés au développement.

43. Prévoir des mécanismes de recours efficaces pour les victimes d'expulsions forcées, notamment avec des solutions de relogement adéquates et l'indemnisation des personnes dont les biens ont été détruits ou endommagés du fait des expulsions.

### **Conflit armé**

44. Mettre en œuvre des garanties contre les violations des droits humains commises par les forces de sécurité, notamment les arrestations arbitraires, les détentions au secret ou arbitraires, le viol et les autres formes de torture et de mauvais traitements, les disparitions forcées, les exécutions extrajudiciaires et les autres homicides illégaux, et les frappes aériennes visant des civil-e-s.
45. Mener des enquêtes indépendantes et efficaces sur toutes les allégations de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité perpétrés par l'armée nigériane, Boko Haram, des bandits et des hommes armés non identifiés, en vue de traduire en justice les suspects dans le cadre de procès équitables.

### **Violences intercommunautaires**

46. Protéger la population contre les attaques perpétrées par des communautés rivales, notamment en prenant toutes les mesures légales nécessaires pour garantir la sécurité et la protection des personnes et de leurs biens.
47. Ordonner une enquête indépendante, impartiale et efficace sur les conflits opposant des agriculteurs et des éleveurs en vue de traduire en justice les suspects dans le cadre de procès équitables et d'accorder des réparations aux victimes.

### **Droits des lesbiennes, des gays et des personnes bisexuelles, transgenres ou intersexes (LGBTI)**

48. Abroger la loi de 2013 interdisant le mariage entre personnes de même sexe ainsi que toutes les autres lois établissant une discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.

### **Impact de l'industrie pétrolière sur les droits humains**

49. Veiller au nettoyage effectif de la pollution pétrolière et garantir une indemnisation adéquate pour toutes les personnes dont les moyens de subsistance ont été détruits ou qui ont subi une dégradation de leur état de santé.

### **Disparitions forcées, exécutions extrajudiciaires et détentions illégales**

50. Veiller à ce que la disparition forcée soit érigée en infraction pénale conformément aux obligations du Nigeria au regard de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.
51. Veiller à ce que toutes les personnes soupçonnées d'une infraction soient présentées devant un tribunal dans un délai de 24 ou 48 heures lorsque la Constitution le prévoit, et dans tous les cas, dans un délai n'excédant pas quelques jours, comme l'exige l'article 9(3) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, tel qu'interprété par le Comité des droits de l'homme.

### **Peine de mort**

52. Abolir la peine de mort pour tous les crimes, et d'ici-là :

53. Instaurer un moratoire sur toutes les exécutions en vue de l'abolition de la peine de mort pour tous les crimes.
54. Commuer en peines d'emprisonnement toutes les peines capitales.
55. Abolir toutes les dispositions prévoyant la condamnation obligatoire à la peine de mort, qui sont contraires au droit international relatif aux droits humains.
56. Ratifier le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et modifier l'article 33(1) de la Constitution afin d'abolir la peine capitale.

## ANNEX 1

### KEY AMNESTY INTERNATIONAL DOCUMENTS FOR FURTHER REFERENCE

Nigeria: “Negligence in the Niger Delta: Decoding Shell and Eni’s poor record on oil spills”, 16 March 2018, [amnesty.org/en/documents/afr44/7970/2018/en/](https://www.amnesty.org/en/documents/afr44/7970/2018/en/)

Nigeria: “The Harvest of Death – Three Years of Bloody Clashes Between Farmers and Herders in Nigeria”, 17 December 2018, [amnesty.org/en/documents/afr44/9503/2018/en/](https://www.amnesty.org/en/documents/afr44/9503/2018/en/)

Nigeria: “Time to End Impunity: Torture and Other Violations by Special Anti-Robbery Squad (SARS)”, 26 June 2020, [amnesty.org/en/documents/afr44/9505/2020/en/](https://www.amnesty.org/en/documents/afr44/9505/2020/en/)

Nigeria: “Killing of #EndSARS protesters by the military must be investigated”, 21 October 2020, [amnesty.org/en/latest/press-release/2020/10/killing-of-endsars-protesters-by-the-military-must-be-investigated/](https://www.amnesty.org/en/latest/press-release/2020/10/killing-of-endsars-protesters-by-the-military-must-be-investigated/)

Nigeria: “Further information: Retrial ordered for singer on death row: Yahaya Sharif-Aminu”, 29 January 2021, [amnesty.org/en/documents/afr44/3568/2021/en/](https://www.amnesty.org/en/documents/afr44/3568/2021/en/)

Nigeria: “Attacks on schools undermine right to education”, 17 February 2021, [amnesty.org/en/latest/news/2021/02/nigeria-attacks-on-schools-undermine-right-to-education/](https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/02/nigeria-attacks-on-schools-undermine-right-to-education/)

*Amnesty International Report 2020/1: The state of the world's human rights*, 7 April 2021, [amnesty.org/en/documents/pol10/3202/2021/en/#](https://www.amnesty.org/en/documents/pol10/3202/2021/en/#)

Nigeria: “At least 115 people killed by security forces in four months in country’s Southeast”, 5 August 2021, [amnesty.org/en/latest/news/2021/08/nigeria-at-least-115-people-killed-by-security-forces-in-four-months-in-countrys-southeast/](https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/08/nigeria-at-least-115-people-killed-by-security-forces-in-four-months-in-countrys-southeast/)

Nigeria: “A harrowing journey: Access to justice for women and girls survivors of rape in Nigeria”, 17 November 2021, [amnesty.nl/content/uploads/2021/11/NIGERIA-A-HARROWING-JOURNEY-Full-Report.pdf?x56562](https://www.amnesty.nl/content/uploads/2021/11/NIGERIA-A-HARROWING-JOURNEY-Full-Report.pdf?x56562)

Nigeria: “60,000 forcibly evicted in Port Harcourt”, 15 February 2022, [amnesty.org/en/documents/afr44/5225/2022/en/](https://www.amnesty.org/en/documents/afr44/5225/2022/en/)

*Amnesty International Report 2021/2: The state of the world's human rights*, 29 March 2022, [amnesty.org/en/documents/pol10/4870/2022/en/](https://www.amnesty.org/en/documents/pol10/4870/2022/en/)

Nigeria: “Extrajudicial executions under the guise of tackling insecurity in the Southeast must stop”, 19 July 2022, [amnesty.org.ng/2022/07/19/extrajudicial-executions-in-the-south-east-must-stop/](https://www.amnesty.org.ng/2022/07/19/extrajudicial-executions-in-the-south-east-must-stop/)

Nigeria: “Nigeria must show genuine commitment to ending enforced disappearances”, 30 August 2022, [amnesty.org.ng/2022/08/30/nigeria-must-show-genuine-commitment-to-ending-enforced-disappearances/](https://www.amnesty.org.ng/2022/08/30/nigeria-must-show-genuine-commitment-to-ending-enforced-disappearances/)

Nigeria: “Two years on, more than 40 #EndSARS protesters still languishing in jail”, 20 October 2022, [amnesty.org/en/latest/news/2022/10/nigeria-two-years-on-more-than-40-endsars-protesters-still-languishing-in-jail/](https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/10/nigeria-two-years-on-more-than-40-endsars-protesters-still-languishing-in-jail/)

Nigeria: “Nigeria: Shell must clean up devastating oil spills in the Niger Delta”, 2 February 2023, [amnesty.org/en/latest/news/2023/02/nigeria-shell-oil-spill-trial/](https://www.amnesty.org/en/latest/news/2023/02/nigeria-shell-oil-spill-trial/)

Nigeria: “Authorities must uphold human rights ahead of elections”, 15 February 2023, [amnesty.org/en/latest/news/2023/02/nigeria-authorities-must-uphold-human-rights-ahead-of-elections/](https://www.amnesty.org/en/latest/news/2023/02/nigeria-authorities-must-uphold-human-rights-ahead-of-elections/)

*Amnesty International Report 2022/3: The state of the world's human rights, 27 March 2023, [amnesty.org/en/documents/pol10/5670/2023/en/](https://www.amnesty.org/en/documents/pol10/5670/2023/en/)*

Nigeria: “Not A Quick Fix to Insecurity: The death penalty as an ineffective deterrent to crime” 16 May 2023, [amnesty.org.ng/2023/05/16/nigeria-not-a-quick-fix-to-insecurity/](https://www.amnesty.org.ng/2023/05/16/nigeria-not-a-quick-fix-to-insecurity/)

Nigeria: “More than 120 people killed since President Tinubu’s inauguration” 14 June 2023, [amnesty.org/en/latest/news/2023/06/nigeria-more-than-120-people-killed-since-president-tinubus-inauguration/](https://www.amnesty.org/en/latest/news/2023/06/nigeria-more-than-120-people-killed-since-president-tinubus-inauguration/)

## ANNEX 2

### MATRIX OF RECOMMENDATIONS FROM THE PREVIOUS CYCLE, WITH COMMENTS ON PROGRESS

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
<b>Theme: A12 Acceptance of international norms</b>			
148.103 Ensure all operations by the military and security forces comply with international law and Nigeria's human rights obligations (Australia); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	A12 Acceptance of international norms S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 23, 28 of the submission.
<b>Theme: A41 Constitutional and legislative framework</b>			
148.191 Refrain from adopting legislative or policy steps that would restrict civil society space (Estonia); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	A41 Constitutional and legislative framework A42 Institutions & policies - General A61 Cooperation with civil society S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - human rights defenders	<b>Not implemented</b>  See Paragraph 17 of the submission.
148.44 Ensure the adoption and implementation of the 2015 Violence against Persons (Prohibition) Act in all of Nigeria's 36 states (Denmark); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	A41 Constitutional and legislative framework A42 Institutions & policies - General D1 Civil & political rights - general measures of implementation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Partially implemented.</b>  See Paragraphs 8, 21 of the submission.
148.47 Step up efforts to ensure that the Violence against Persons (Prohibition) Act is adopted by and is applicable in all its states (Philippines); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	A41 Constitutional and legislative framework A42 Institutions & policies - General D1 Civil & political rights - general measures of implementation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Partially implemented.</b>  See Paragraphs 8, 21 of the submission.
148.48 Strengthen its national human rights framework by ensuring that the Violence against Persons (Prohibition) Act is applicable in all states (Republic of Korea); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	A41 Constitutional and legislative framework A42 Institutions & policies - General D1 Civil & political rights - general measures of implementation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Partially implemented.</b>  See Paragraphs 8, 21 of the submission.

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
<p>148.46 Guarantee the application of the Violence against Persons (Prohibition) Act throughout its territory and approve the Gender and Equal Opportunities Bill (Spain);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1</p>	Supported	<p>A41 Constitutional and legislative framework  A42 Institutions &amp; policies - General  D28 Gender-based violence  D1 Civil &amp; political rights - general measures of implementation  B31 Equality &amp; non-discrimination  S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment  S10 SDG 10 - inequality  S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- general</li> <li>- women</li> <li>- girls</li> </ul>	<p><b>Partially implemented.</b></p> <p>See Paragraphs 8, 21 of the submission.</p>
<p>148.30 Prioritize the full and effective implementation and reinforcement of international human rights instruments, such as the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women by using domestic mechanisms, including the Violence Against Persons (Prohibition) Act (Netherlands);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1</p>	Supported	<p>A41 Constitutional and legislative framework  A42 Institutions &amp; policies - General  F12 Discrimination against women  S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- general</li> <li>- women</li> </ul>	<p><b>Partially implemented.</b></p> <p>See Paragraphs 8, 21 of the submission.</p>
<p>148.43 Strengthen the implementation of legislation and policies aimed at ending harmful traditional practices, in particular through the adoption of the enforcement procedure of Nigeria's Violence against Persons (Prohibition) Act (Rwanda);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1</p>	Supported	<p>A41 Constitutional and legislative framework  A42 Institutions &amp; policies - General  F13 Violence against women  F31 Children: definition; general principles; protection  D1 Civil &amp; political rights - general measures of implementation  S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- general</li> <li>- women</li> <li>- children</li> <li>- girls</li> </ul>	<p><b>Partially implemented.</b></p> <p>See Paragraphs 8, 21 of the submission.</p>
<p>148.38 Ensure that the law on the rights of the child and the law prohibiting violence against persons are adopted and enforced in all states (Côte d'Ivoire);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1</p>	Supported	<p>A41 Constitutional and legislative framework  A42 Institutions &amp; policies - General  F31 Children: definition; general principles; protection  F32 Children: family environment and alternative care  F33 Children: protection against exploitation  D1 Civil &amp; political rights - general measures of implementation  S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- general</li> <li>- children</li> </ul>	<p><b>Partially implemented.</b></p> <p>See Paragraphs 8, 21, 22 of the submission.</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
<p>148.42 Ensure that all the states in Nigeria adopt and implement the Child Rights Act, the Violence against Persons (Prohibition) Act and the international human rights instruments the federal Government of Nigeria has ratified (Cyprus);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1</p>	Supported	<p>A41 Constitutional and legislative framework  A42 Institutions &amp; policies - General  F31 Children: definition; general principles; protection  F32 Children: family environment and alternative care  F33 Children: protection against exploitation  D1 Civil &amp; political rights - general measures of implementation  S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b>  - general  - children</p>	<p><b>Partially implemented.</b></p> <p>See Paragraphs 8, 21, 22 of the submission.</p>
<p>148.40 Provide for the overall applicability of the Child Rights Act 2003 by ensuring that the remaining 12 states adopt the law without delay (Slovenia);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1</p>	Supported	<p>A41 Constitutional and legislative framework  A42 Institutions &amp; policies - General  F31 Children: definition; general principles; protection  F32 Children: family environment and alternative care  F33 Children: protection against exploitation  S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b>  - children</p>	<p><b>Partially implemented.</b></p> <p>See Paragraph 22 of the submission.</p>
<p>148.41 Adopt and effectively enforce the Child Rights Act in the whole country (Slovakia);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1</p>	Supported	<p>A41 Constitutional and legislative framework  A42 Institutions &amp; policies - General  F31 Children: definition; general principles; protection  F32 Children: family environment and alternative care  F33 Children: protection against exploitation  S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b>  - children</p>	<p><b>Partially implemented.</b></p> <p>See Paragraph 22 of the submission.</p>
<p>148.54 Adopt the necessary legislative and political measures so that the 12 northern states adopt the law on the rights of children that puts into practice the prohibition of early and forced marriages (Honduras);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1</p>	Supported	<p>A41 Constitutional and legislative framework  A42 Institutions &amp; policies - General  F31 Children: definition; general principles; protection  F32 Children: family environment and alternative care  F33 Children: protection against exploitation</p> <p><b>Affected persons:</b>  - children</p>	<p><b>Partially implemented.</b></p> <p>See Paragraph 22 of the submission.</p>
<p>148.53 Strengthen the Child Rights Act 2003 and expand it to all 36 states (Germany);</p> <p><b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1</p>	Supported	<p>A41 Constitutional and legislative framework  A42 Institutions &amp; policies - General  F31 Children: definition; general principles; protection  S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions</p> <p><b>Affected persons:</b>  - children</p>	<p><b>Partially implemented.</b></p> <p>See Paragraph 22 of the submission.</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
148.271 Ensure that the law on the rights of the child is adopted and applied in the states that have not yet done so (Belgium); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	A41 Constitutional and legislative framework A42 Institutions & policies - General F31 Children: definition; general principles; protection S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - children	<b>Partially implemented.</b>  See Paragraph 22 of the submission.
148.52 Strengthen the rights of women and girls, notably by enforcing across all the territory the 2015 law banning all forms of violence against them (France); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	A41 Constitutional and legislative framework A42 Institutions & policies - General S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - women - girls	<b>Partially implemented.</b>  See Paragraphs 8, 21, 22 of the submission.
148.37 Adopt the Gender and Equal Opportunities Bill and ensure its effective implementation at all levels of government (Republic of Moldova); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	A41 Constitutional and legislative framework A42 Institutions & policies - General S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions S10 SDG 10 - inequality <b>Affected persons:</b> - general - women - girls	<b>Not implemented</b>  See Paragraph 8 of the submission.
148.20 Sustain efforts in strengthening its legal and institutional frameworks for the promotion and protection of human rights (Cameroon); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	A41 Constitutional and legislative framework A42 Institutions & policies - General S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Partially implemented.</b>  See Paragraphs 9, 10, 11, 12, 13 of the submission.
148.21 Continue its efforts in strengthening the legal and institutional framework of human rights (Syrian Arab Republic); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	A41 Constitutional and legislative framework A42 Institutions & policies - General S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Partially implemented.</b>  See Paragraphs 9,10,11,12, 13 of the submission.
148.22 Continue to strengthen steps in the protection and promotion of human rights (Senegal); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	A41 Constitutional and legislative framework A42 Institutions & policies - General S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Partially implemented.</b>  See Paragraphs 9,10,11,12, 13 of the submission.
148.23 Sustain its determined efforts in strengthening its legal and institutional frameworks to ensure the full enjoyment of human rights by its people (Pakistan); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	A41 Constitutional and legislative framework A42 Institutions & policies - General S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Partially implemented.</b>  See Paragraphs 9, 10, 11, 12, 13 of the submission.

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
148.27 Accelerate the process to incorporate the provisions of the international human rights instruments to which it is party into national legislation (Zimbabwe); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	A41 Constitutional and legislative framework A42 Institutions & policies - General S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Partially implemented.</b>  See Paragraphs 13 of the submission.
148.28 Continue efforts to implement all instruments ratified by Nigeria (Jordan); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	A41 Constitutional and legislative framework A42 Institutions & policies - General S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Partially implemented.</b>  See Paragraphs 13 of the submission.
148.29 Align national legislation and customs in line with Nigeria's international obligations (Sudan); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	A41 Constitutional and legislative framework A42 Institutions & policies - General S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Partially implemented.</b>  See Paragraphs 13, 25, 26 of the submission.
148.39 Adopt and enforce the Child Rights Act in all states (Portugal); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	A41 Constitutional and legislative framework A42 Institutions & policies - General S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - children	<b>Partially implemented.</b>  See 22 of the submission.
148.68 Promote the enactment of the Gender and Equal Opportunities Bill (Mexico); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	A41 Constitutional and legislative framework B31 Equality & non-discrimination F12 Discrimination against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general - women - girls - migrants - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - Indigenous peoples - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI) - persons with disabilities - internally displaced persons - vulnerable persons/groups - persons living with HIV/AIDS - non-citizens - stateless persons - older persons	<b>Not implemented</b>  See Paragraph 8 of the submission.
148.49 Adopt the Violence against Persons (Prohibition) Act at the state assembly level (Japan); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D1 Civil & political rights - general measures of implementation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Partially implemented.</b>  See Paragraphs 8, 21, 22 of the submission

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
148.149 Continue to enact legislation to protect persons from violent crimes, especially children, women and the elderly (Bahrain); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D31 Liberty and security - general F31 Children: definition; general principles; protection F1 Women <b>Affected persons:</b> - women - children - girls - older persons	<b>Partially implemented.</b>  See Paragraphs 8, 21, 22 of the submission.
148.34 Undertake measures to make economic, social and cultural rights enforceable and create enabling legislation aimed at addressing poverty (South Africa); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/2 - Para. 450	Supported	A41 Constitutional and legislative framework E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation B51 Right to an effective remedy S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraph 9 of the submission.
148.36 Ensure that the Gender and Equal Opportunities Bill is passed into law and ensure equal and full access to education for all children, especially girls (Estonia); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	A41 Constitutional and legislative framework E51 Right to education - General S04 SDG 4 - education S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment <b>Affected persons:</b> - general - women - children - girls	<b>Not implemented</b>  See Paragraph 8 of the submission.
148.51 Expand nationwide the territorial scope of the Violence against Persons (Prohibition) Act 2015 by amending article 47 in order to provide equal protection from violence to all Nigerians (Finland); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	A41 Constitutional and legislative framework F13 Violence against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - women - girls	<b>Partially implemented.</b>  See Paragraphs 8 of the submission.
<b>Theme: A42 Institutions &amp; policies - General</b>			
148.66 Ensure the respect, protection and fulfilment of human rights for all persons, without distinction of any kind (Sweden); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	A42 Institutions & policies - General D1 Civil & political rights - general measures of implementation E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation B31 Equality & non-discrimination S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 13, 25, 26 of the submission
148.55 Enhance efforts to promote and protect the human rights of vulnerable persons in its population (Uganda); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	A42 Institutions & policies - General D1 Civil & political rights - general measures of implementation E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - vulnerable persons/groups	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 13, 25, 26 of the submission

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
148.50 Ensure that the Violence against Persons (Prohibition) Act and the 2017–2021 National Strategy to End Child Marriage are fully implemented in all states (Namibia); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	A42 Institutions & policies - General D1 Civil & political rights - general measures of implementation F31 Children: definition; general principles; protection S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general - women - children - girls	<b>Partially implemented.</b>  See Paragraphs 8 of the submission
<b>Theme: B11 International humanitarian law</b>			
148.172 Investigate and punish those responsible for violations of human rights and international humanitarian law, for example attacks against schools, hospitals and protected persons, humanitarian actors and their organizations, and those who committed abductions of children, civilians and humanitarian actors (Argentina); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	B11 International humanitarian law E51 Right to education - General F31 Children: definition; general principles; protection B51 Right to an effective remedy B52 Impunity D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - children	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 3, 4, 5, 7, 22, 23 24 of the submission.
<b>Theme: B51 Right to an effective remedy</b>			
148.180 Regarding recurring intercommunal violence, undertake effective and impartial investigations into massacres, bringing those responsible to justice and ensuring redress for victims (New Zealand); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	B51 Right to an effective remedy B2 Right to self-determination D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - Indigenous peoples	<b>Not implemented</b>  See Paragraph of the submission.
148.168 Intensify efforts to eradicate impunity by strengthening accountability and the rule of law, particularly through monitoring, investigating and reporting on human rights abuses, and to ensure that all alleged perpetrators, in particular those affiliated with the official security forces, are brought to justice (Netherlands); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	B51 Right to an effective remedy B52 Impunity D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - mercenaries - law enforcement / police officials - private security - military staff	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 3, 4, 6, 7, 23 of the submission.
148.176 Commit to releasing the findings from the Presidential Investigative Panel and the army-led Special Board of Inquiry and to holding perpetrators to account (Australia); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	B51 Right to an effective remedy B52 Impunity D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - mercenaries - law enforcement / police officials - military staff	<b>Not implemented</b>  See Paragraph 4 of the submission.
148.177 Make public the findings of the Presidential Investigative Panel, which investigated allegations of human rights violations by the military, to facilitate open analysis and scrutiny (United States of America); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	B51 Right to an effective remedy B52 Impunity D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - mercenaries - law enforcement / police officials - military staff	<b>Not implemented</b>  See Paragraph 4 of the submission.

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
148.178 Publish the reports about abuses committed by security forces and implement the recommendations, including the prosecution of those responsible for violence against civilians (Germany); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	B51 Right to an effective remedy B52 Impunity D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - mercenaries - law enforcement / police officials - private security - military staff	<b>Not implemented</b>  See Paragraph 4 of the submission.
148.179 Make progress on investigating the military's compliance with human rights obligations (New Zealand); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	B51 Right to an effective remedy B52 Impunity D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - mercenaries - law enforcement / police officials - military staff	<b>Not implemented</b>  See Paragraph 4 of the submission.
148.165 Conduct prompt, thorough and independent investigations into allegations of violations of human rights and international humanitarian law committed by some government forces during counter-insurgency operations, and bring perpetrators to justice (Slovakia); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	B51 Right to an effective remedy B52 Impunity S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - military staff	<b>Not implemented</b>  See Paragraph 4 of the submission.
148.170 Ensure that the perpetrators of violence and crimes against children as well as adults are brought to justice (Holy See); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	B51 Right to an effective remedy D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general - children	<b>Partially implemented.</b>  See Paragraphs 8, 21, 22 of the submission
<b>Theme: B52 Impunity</b>			
148.108 Strengthen the fight against impunity, notably guaranteeing respect for rights in the fight against terrorism and law enforcement (France); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	B52 Impunity B8 Human rights & counter-terrorism S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 4, 23 of the submission.
148.164 Adopt measures to fight against impunity with an increased focus on Boko Haram's crimes (Portugal); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	B52 Impunity S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - mercenaries	<b>Not implemented</b>  See Paragraph 22 of the submission.
<b>Theme: B6 Business &amp; Human Rights</b>			
148.95 Accelerate the regulatory process aimed at reducing the negative impact of company activities on the enjoyment of human rights (Algeria); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	B6 Business & Human Rights S13 SDG 13 - climate change <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraph 27 of the submission.
<b>Theme: B72 Human rights &amp; toxic wastes</b>			

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
148.94 Take effective measures to assist the communities suffering from environmental damage across the Niger Delta due to oil spills by providing health care and education facilities and fostering the means for the creation of alternative livelihood options (Republic of Korea); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	B72 Human rights & toxic wastes B71 Human rights and the environment E41 Right to health - General E51 Right to education - General <b>Affected persons:</b> - general	<b>Partially implemented.</b>  See Paragraph 27 of the submission.
148.93 Take effective measures to support communities that have suffered from oil spills that have caused damage to the environment (Congo); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	B72 Human rights & toxic wastes B71 Human rights and the environment S13 SDG 13 - climate change <b>Affected persons:</b> - general	<b>Partially implemented.</b>  See Paragraph 27 of the submission.
<b>Theme: B8 Human rights &amp; counter-terrorism</b>			
148.105 Raise awareness of human rights, especially within the government forces involved in counter-insurgency operations, to avoid excessive use of force, extrajudicial killings and ill-treatment (Cyprus); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	B8 Human rights & counter-terrorism A54 Awareness raising and dissemination D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 4, 23 of the submission.
148.107 Sustain ongoing efforts in ensuring respect for human rights in counter-terrorism operations (Lebanon); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	B8 Human rights & counter-terrorism D1 Civil & political rights - general measures of implementation E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Partially implemented.</b>  See Paragraphs 4, 23 of the submission.
148.102 Take all necessary measures to protect the lives of civilians, while fighting insurgency (Afghanistan); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	B8 Human rights & counter-terrorism D31 Liberty and security - general S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 4, 23 of the submission.
148.121 Take appropriate action to guarantee respect for human rights in the fight against terrorism, insurgency and other internal security operations, and to ensure that all perpetrators of violations are brought to justice (Bulgaria); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	B8 Human rights & counter-terrorism D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 4, 23 of the submission.
148.123 Reinforce victim protection services, taking into account the vulnerability of children and women facing terrorist groups' actions (Portugal); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	B8 Human rights & counter-terrorism F31 Children: definition; general principles; protection F1 Women S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - women - children - girls	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 4, 22, 23 of the submission.
148.104 Mainstream human rights standards in counter-terrorism actions undertaken by security forces (Portugal); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	B8 Human rights & counter-terrorism S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 4, 22, 23 of the submission.

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
<b>Theme: D1 Civil &amp; political rights - general measures of implementation</b>			
148.146 Implement safeguards against human rights violations by the security forces and ensure that the perpetrators of violence, both State and non-State actors, are brought to justice (Ireland); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	D1 Civil & political rights - general measures of implementation A42 Institutions & policies - General B51 Right to an effective remedy D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - mercenaries - law enforcement / police officials - private security - military staff	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 4, 22, 23 of the submission.
148.145 Provide and implement measures to protect against violations of human rights committed by security forces in order to better protect the population (Belgium); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	D1 Civil & political rights - general measures of implementation A42 Institutions & policies - General S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - law enforcement / police officials - private security - military staff	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 4, 23 of the submission.
<b>Theme: D23 Death penalty</b>			
148.137 Establish a moratorium on the use of the death penalty and step up national discussions on the question of its abolition (Mexico); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	D23 Death penalty D21 Right to life A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraph 31 of the submission.
<b>Theme: D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment</b>			
148.25 Modify the Constitution and Force Order 237 regarding the Police, and ensure that the Anti-Torture Act is applied at the national level (Spain); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Partially implemented.</b>  See Paragraphs 6, 7 of the submission.
148.153 Create conditions conducive to preventing torture, including by creating a central database or register of all places of detention (Hungary); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment D26 Conditions of detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general - persons deprived of their liberty - law enforcement / police officials - prison officials	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 6, 7 of the submission.
148.154 Modify the law against torture to provide rehabilitation for victims (Chile); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 6, 7 of the submission.
<b>Theme: D26 Conditions of detention</b>			

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
148.157 Speed up the implementation of the Nigerian Prisons and Correctional Service Bill (Georgia); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	D26 Conditions of detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - persons deprived of their liberty	<b>Partially implemented.</b>  See Paragraphs 2, 30 of the submission.
148.158 Implement the United Nations Standard Minimum Rules for the Treatment of Prisoners (the Nelson Mandela Rules) to improve conditions of detention and to end the ill-treatment of detainees (Switzerland); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	D26 Conditions of detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - persons deprived of their liberty	<b>Not implemented</b>  See Paragraph 30 of the submission.
<b>Theme: D28 Gender-based violence</b>			
148.209 Continue its efforts to combat trafficking in persons, female genital mutilation, early and forced marriages and sexual and gender-based violence (Gabon); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	D28 Gender-based violence D27 Prohibition of slavery, trafficking F13 Violence against women D29 Domestic violence S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - women	<b>Partially implemented.</b>  See Paragraphs 12, 21 of the submission.
148.171 Implement safeguards to prevent the sexual exploitation and abuse of vulnerable persons and hold those responsible accountable (United States of America); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	D28 Gender-based violence D51 Administration of justice & fair trial B51 Right to an effective remedy S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - vulnerable persons/groups	<b>Partially implemented.</b>  See Paragraphs 12, 21 of the submission.
<b>Theme: D32 Enforced disappearances</b>			
148.150 Ensure that enforced disappearance constitutes a crime in line with Nigeria's obligations under the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance and allow independent human rights investigators full access to investigate allegations of enforced disappearances and extrajudicial killings (Germany); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	D32 Enforced disappearances A24 Cooperation with special procedures D22 Extrajudicial, summary or arbitrary executions S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general - disappeared persons	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 3, 23, 28 of the submission.
148.151 Continue efforts aimed at developing a database of missing persons in Nigeria (Azerbaijan); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	D32 Enforced disappearances A42 Institutions & policies - General S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - disappeared persons	<b>Not implemented</b>  See Paragraph 3 of the submission.
148.152 Expand the interministerial technical working group to develop a database of missing persons in Nigeria to include all relevant agencies (Guyana); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	D32 Enforced disappearances A42 Institutions & policies - General S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - disappeared persons	<b>Not implemented</b>  See Paragraph 3 of the submission.
<b>Theme: D42 Freedom of thought, conscience and religion</b>			

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
148.183 Protect the rights to freedom of association, expression and peaceful assembly for all Nigerians, regardless of ethnicity, religion, sexual orientation or gender identity (Australia); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/2 - Para. 450	Supported	D42 Freedom of thought, conscience and religion D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - Indigenous peoples - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 25, 26 of the submission.
<b>Theme: D43 Freedom of opinion and expression</b>			
148.184 Protect and promote freedom of expression, association and peaceful assembly in order to create a safe and favourable environment for human rights defenders, journalists and civil society (Italy); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - media - human rights defenders	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 of the submission.
<b>Theme: D44 Right to peaceful assembly</b>			
148.185 Ensure that the fundamental rights to freedom of association and peaceful assembly are respected and protected for all Nigerians without distinction of any kind and in accordance with the Constitution (Canada); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 of the submission.
<b>Theme: G6 Internally displaced persons</b>			
148.289 Take further measures to fulfil its obligations under the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women and Security Council resolution 1325 (2000) to protect women from sexual violence in internally displaced persons' camps and ensure that allegations of misconduct are investigated and brought to justice, and, in this context, establish an oversight mechanism for security forces that meets with international human rights standards (Sweden); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	G6 Internally displaced persons F11 Advancement of women F13 Violence against women <b>Affected persons:</b> - women - girls	<b>Partially implemented.</b>  See Paragraphs 21, 22, 24 of the submission.
148.288 Ensure the protection of women and children from all forms of abuse and exploitation in internally displaced persons' camps (Montenegro); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	G6 Internally displaced persons F31 Children: definition; general principles; protection F13 Violence against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment <b>Affected persons:</b> - internally displaced persons	<b>Partially implemented.</b>  See Paragraphs 21, 22, 24 of the submission.
<b>Theme: H1 Human rights defenders</b>			

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
148.190 Create and maintain a safe and enabling environment for human rights defenders, including those working on environmental issues (Norway); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Supported	H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - human rights defenders	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 of the submission.
<b>Theme: A12 Acceptance of international norms</b>			
148.7 Ratify the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights and reform the Constitution in order to prohibit the death penalty and establish, until that time, an indefinite moratorium (Spain); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	A12 Acceptance of international norms A41 Constitutional and legislative framework D1 Civil & political rights - general measures of implementation D21 Right to life D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 31 of the submission.
148.14 Ratify the Kampala amendments to the Rome Statute (Liechtenstein); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	A12 Acceptance of international norms B11 International humanitarian law B51 Right to an effective remedy S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented;</b> <a href="https://treaties.un.org/Pages/ViewDetail.aspx?src=IND&amp;mtmsg_no=XVIII-10-b&amp;chapter=18&amp;clang=en">https://treaties.un.org/Pages/ViewDetail.aspx?src=IND&amp;mtmsg_no=XVIII-10-b&amp;chapter=18&amp;clang=en</a>
148.1 Ratify the Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights and the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, aiming at the abolition of the death penalty (Benin); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation D21 Right to life D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 31 of the submission.
148.2 Ratify the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, aiming at the abolition of the death penalty (Estonia); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation D21 Right to life D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 31 of the submission.
148.3 Ratify the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights (Liechtenstein); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation D21 Right to life D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 31 of the submission.
148.4 Ratify the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, aiming at the abolition of the death penalty (Montenegro); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation D21 Right to life D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 31 of the submission.

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
148.5 Ratify the Second Optional Protocol on the International Covenant on Civil and Political Rights, aiming at the abolition of the death penalty (Togo); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation D21 Right to life D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 31 of the submission.
148.6 Ratify the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights (Ukraine); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation D21 Right to life D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 31 of the submission.
148.8 Consider ratification of the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, aiming at the abolition of the death penalty (Georgia); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation D21 Right to life D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 31 of the submission.
148.9 Adhere to the human rights instruments to which it is not yet a party, in particular the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, aiming at the abolition of the death penalty, the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families, and the African Union Convention for the Protection and Assistance of Internally Displaced Persons in Africa (the Kampala Convention) (Honduras); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	A12 Acceptance of international norms D21 Right to life D23 Death penalty G4 Migrants S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general - migrants	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 31 of the submission.
148.10 Consider ratifying the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment and its Optional Protocol and domesticating already ratified conventions (Niger); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	A12 Acceptance of international norms D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Partially implemented.</b>  See Paragraphs 6, 7 of the submission.
<b>Theme: A41 Constitutional and legislative framework</b>			
148.74 Repeal legislation that discriminates on the basis of sexual orientation or gender identity (Iceland); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	A41 Constitutional and legislative framework B31 Equality & non-discrimination S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 13, 25, 26 of the submission.

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
148.75 Repeal all relevant legislation that discriminates against lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex individuals and same-sex marriage (New Zealand); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	A41 Constitutional and legislative framework B31 Equality & non-discrimination S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 13, 25, 26 of the submission.
148.76 Abrogate the new discriminatory legislation on sexual orientation and gender identity, which criminalizes, inter alia, consensual sexual relations between people of the same sex (Belgium); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	A41 Constitutional and legislative framework B31 Equality & non-discrimination S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 13, 25, 26 of the submission.
148.78 Take the necessary measures to repeal from legislation the norm that runs counter to the human rights of the lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex community, and investigate and punish those who commit discrimination on the grounds of sexual orientation (Argentina); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	A41 Constitutional and legislative framework B31 Equality & non-discrimination S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 13, 25, 26 of the submission.
148.80 Repeal the Same-Sex Marriage Prohibition Act 2013 and ensure that nobody is punished because of their sexual orientation and release all individuals held in detention because of homosexuality (Germany); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	A41 Constitutional and legislative framework B31 Equality & non-discrimination S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 13, 25, 26 of the submission.
148.77 Review the Violence against Persons (Prohibition) Act of 2015 in order to prohibit all types of violence without discrimination, including discrimination based on sexual orientation and gender identity (Mexico); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	A41 Constitutional and legislative framework D31 Liberty and security - general B31 Equality & non-discrimination S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 12, 13, 25, 26 of the submission.
148.73 Amend and review all legislation and policies with a view to decriminalizing same-sex relations (Austria); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	A41 Constitutional and legislative framework S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 13, 25, 26 of the submission.
<b>Theme: A42 Institutions &amp; policies - General</b>			

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
148.79 Ensure full territorial coverage by the Violence against Persons (Prohibition) Act, especially article 37, in order to ensure that all, regardless of their sexual orientation or gender, will be able to find legal reparation for the violence they suffer (Chile); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	A42 Institutions & policies - General B31 Equality & non-discrimination D31 Liberty and security - general B51 Right to an effective remedy S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	<b>Partially implemented.</b>  See Paragraphs 13, 25, 26 of the submission.
<b>Theme: B31 Equality &amp; non-discrimination</b>			
148.72 Adopt measures to combat violence and discrimination based on sexual orientation and gender identity, repealing the section of the Penal Code that criminalizes homosexuality with the death penalty, as previously recommended (Uruguay); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	B31 Equality & non-discrimination A41 Constitutional and legislative framework A42 Institutions & policies - General S10 SDG 10 - inequality <b>Affected persons:</b> - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 13, 25, 26 of the submission.
148.67 Adopt measures to combat all forms of discrimination, especially against women and lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (Italy); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	B31 Equality & non-discrimination F12 Discrimination against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S10 SDG 10 - inequality <b>Affected persons:</b> - general - women - girls - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 13, 25, 26 of the submission.
148.71 Fight against discrimination based on sexual orientation or gender identity (France); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	B31 Equality & non-discrimination S10 SDG 10 - inequality <b>Affected persons:</b> - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 13, 25, 26 of the submission.
<b>Theme: D23 Death penalty</b>			
148.129 Implement a moratorium on the death penalty and take steps to ratify the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, aiming at the abolition of the death penalty (Republic of Moldova); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	D23 Death penalty A12 Acceptance of international norms A41 Constitutional and legislative framework D21 Right to life S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 31 of the submission.
148.128 Abolish the death penalty, adopt an immediate de facto moratorium and ratify the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights (Portugal); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	D23 Death penalty D21 Right to life A12 Acceptance of international norms A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 31 of the submission.
148.134 Formally establish a moratorium on executions and work towards the abolition of the death penalty, including through ratification of the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights (New Zealand); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	D23 Death penalty D21 Right to life A12 Acceptance of international norms A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 31 of the submission.

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
148.126 Abolish the death penalty, especially for persons under 18 years of age, and progressively reduce the number of crimes punishable by capital punishment, as previously recommended (Uruguay); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	D23 Death penalty D21 Right to life A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 31 of the submission.
148.127 Take concrete measures to introduce a de jure moratorium on the death penalty with a view towards its total abolition (Rwanda); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	D23 Death penalty D21 Right to life A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 31 of the submission.
148.130 Introduce a moratorium on the death penalty with a view to abolishing it (Sweden); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	D23 Death penalty D21 Right to life A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 31 of the submission.
148.131 Work towards the abolition of the death penalty (Holy See); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	D23 Death penalty D21 Right to life A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 31 of the submission.
148.132 Consider abolishing the death penalty or introducing a moratorium on sentencing convicted persons to capital punishment (Hungary); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	D23 Death penalty D21 Right to life A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 31 of the submission.
148.133 Consider speeding up the process that will lead to the abolition of the death penalty (Mozambique); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	D23 Death penalty D21 Right to life A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 31 of the submission.
148.135 Establish a moratorium on executions, commute all death sentences to terms of imprisonment and abolish the death penalty for all crimes (Iceland); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	D23 Death penalty D21 Right to life A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 31 of the submission.
148.136 Establish a moratorium on executions with a view to the complete abolition of the death penalty and commute all existing death sentences (Liechtenstein); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	D23 Death penalty D21 Right to life A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 31 of the submission.

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
148.138 Restore the moratorium on the use of death penalty with a view to abolishing it (Italy); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	D23 Death penalty D21 Right to life A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 31 of the submission.
148.139 Consider signing a moratorium on the death penalty (Greece); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	D23 Death penalty D21 Right to life A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 31 of the submission.
148.141 Renew the death penalty moratorium and as a next step, abolish capital punishment (Czechia); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	D23 Death penalty D21 Right to life A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 31 of the submission.
148.142 Sign a moratorium on execution of death sentences (Denmark); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	D23 Death penalty D21 Right to life A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 31 of the submission.
148.143 Institute a moratorium on the death penalty with a view to its abolition (France); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	D23 Death penalty D21 Right to life A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 31 of the submission.
148.144 Ensure that the moratorium on the death penalty is upheld at the federal and state levels with a view to abolishing the death penalty (Austria); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	D23 Death penalty D21 Right to life A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 31 of the submission.
148.124 Abolish the death penalty (Cabo Verde); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	D23 Death penalty D21 Right to life S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 31 of the submission.
148.125 Consider the abolition of the death penalty (Romania); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	D23 Death penalty D21 Right to life S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 31 of the submission.

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
148.140 Establish a formal moratorium on the death penalty as a step towards complete abolition of this practice (Australia); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	D23 Death penalty D21 Right to life S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 31 of the submission.
<b>Theme: D31 Liberty and security - general</b>			
148.81 Release all individuals held in detention because of their real or perceived sexual orientation or gender identity (Iceland); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	D31 Liberty and security - general B31 Equality & non-discrimination S10 SDG 10 - inequality S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	<b>Partially implemented.</b>  See Paragraphs 13, 25, 26 of the submission.
<b>Theme: D44 Right to peaceful assembly</b>			
148.186 Ensure that the fundamental right to freedom of association and peaceful assembly is respected and protected for all Nigerians without distinction of any kind (Ireland); <b>Source of position:</b> A/HRC/40/7/Add.1	Noted	D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions <b>Affected persons:</b> - general	<b>Not implemented</b>  See Paragraphs 13, 19, 29 of the submission.

<sup>1</sup> UN Human Rights Council, Report of the Working Group on the Universal Periodic Review: Nigeria, 26 December 2018, UN Doc. A/HRC/40/7 and its addendum, UN Doc. A/HRC/40/7/Add.1

<sup>2</sup> A/HRC/40/7 and A/HRC/40/7/Add.1, recommendation 148.157 (Georgia)

<sup>3</sup> UN Doc. A/HRC/40/7 and its addendum, UN Doc. A/HRC/40/7/Add.1, recommendations 148.150 (Germany), 148.151 (Azerbaijan), 148.152 (Guyana)

<sup>4</sup> Amnesty International Nigeria, "Nigeria must show genuine commitment to ending enforced disappearances",

<https://www.amnesty.org.ng/2022/08/30/nigeria-must-show-genuine-commitment-to-ending-enforced-disappearances/>

<sup>5</sup> UN Doc. A/HRC/40/7 and its addendum, UN Doc. A/HRC/40/7/Add.1, recommendations 148.102 (Afghanistan), 148.104 (Portugal), 148.105 (Cyprus), 148.106 (Ethiopia), 148.107 (Lebanon), 148.108 (France); 148.116 (China), 148.120 (Brazil), 148.121 (Bulgaria), 148.123 (Portugal), 148.165 (Slovakia), 148.168 (Netherlands), 148.172 (Argentina), 148.173 (Canada), 148.174 (Republic of Korea), 148.175 (Switzerland), 148.176 (Australia), 148.177 (United States of America), 148.178 (Germany), 148.179 (New Zealand)

<sup>6</sup> Amnesty International Nigeria, "At least 115 people killed by security forces in four months in country's Southeast",

<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/08/nigeria-at-least-115-people-killed-by-security-forces-in-four-months-in-countrys-southeast/>

<sup>7</sup> A/HRC/40/7/Add.1 recommendations 148.176 (Australia), 148.177 (United States of America), 148.178 (Germany)

<sup>8</sup> A/HRC/40/7/Add.1, recommendation 148.25 (Spain)

<sup>9</sup> A/HRC/40/7/Add.1, recommendations 148.105 (Cyprus), 148.25 (Spain), 148.156 (Ukraine), 148.155 (Czechia), 148.153 (Hungary), 148.154 (Chile), 148.10 (Niger), 148.158 (Switzerland)

<sup>10</sup> Amnesty International, *Nigeria: Time to End Impunity: Torture and Other Violations by Special Anti-Robbery Squad (SARS)*,

<https://www.amnesty.org/en/documents/afr44/9505/2020/en/>

<sup>11</sup> Nigeria: Time to End Impunity: Torture and Other Violations by Special Anti-Robbery Squad (SARS),

<https://www.amnesty.org/en/documents/afr44/9505/2020/en/>

<sup>12</sup> A/HRC/40/7/Add.1, recommendations 148.46 (Spain), 148.30 (Netherlands), 148.43 (Rwanda), 148.42 (Cyprus), 148.36 (Estonia), 148.251 (Canada), 148.256 (Congo), 148.51 (Finland), 148.257 (Madagascar), 148.264 (Guyana)

<sup>13</sup> Bill 35: An act to alter the provisions of the Constitution of the Federal Republic of Nigeria, 1999 to provide for special seats for women in the National and State Houses of Assembly and for related matters; Bill 36: An act to alter the provision of the Constitution of the Federal Republic of Nigeria, 1999 to expand the scope of citizenship by registration and for related matters; Bill 37: An act to alter the provision of the Constitution of the Federal Republic of Nigeria, 1999 to provide for affirmative action for women in political party administration and for related matters; Bill 38: An act to alter the Constitution of the Federal Republic of Nigeria, 1999 to provide criteria for qualification to become an indigene of a state in Nigeria; and for related matters; Bill 45: An act to alter the provisions of the Constitution of the Federal Republic of Nigeria, 1999 to require the President and Governors to submit the names of persons nominated as Ministers or Commissioners within thirty days of taking the oath of office for confirmation by the Senate or State House of Assembly, provide reserved quota for women and for related matters.

<sup>14</sup> Constitution of the Federal Republic of Nigeria 1999, available at <https://nigeriarights.gov.ng/files/constitution.pdf>

<sup>15</sup> Constitution of the Federal Republic of Nigeria 1999, available at <https://nigeriarights.gov.ng/files/constitution.pdf>

<sup>16</sup> The treaties that Nigeria has domesticated include the African Charter on Human and Peoples' Rights, the Convention on the Rights of the Child, and the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment.

- <sup>17</sup> The Act is available in the Federal Republic of Nigeria Official Gazette No. 91 Lagos - 16th May, 2022 Vol. 109, [https://www.nfiu.gov.ng/Home/DownloadFile?filePath=C%3A%5CNFIU%5Cwwwroot%5Cdocuments%5CTPp\\_DfV8G6](https://www.nfiu.gov.ng/Home/DownloadFile?filePath=C%3A%5CNFIU%5Cwwwroot%5Cdocuments%5CTPp_DfV8G6)
- <sup>18</sup> Section 66, subsection (1) of the Terrorism (Prevention and Prohibition) Act, 2022 allows the court to “grant an order for the detention of a suspect under this Act for a period not more than 60 days, subject to renewal for a similar period.”
- <sup>19</sup> Section 66, subsection (2) of the Terrorism (Prevention and Prohibition) Act, 2022.
- <sup>20</sup> The Act has led to an increase in extortion and violence against LGBTI people and has imposed restrictions on NGOs providing essential services to them. Amnesty International, *Nigeria: Still No Accountability for Human Rights Violations, Amnesty International Submission for the UN Universal Periodic Review, 31<sup>st</sup> Session of the UPR Working Group, November 2018*, Index, AFR 44/8529/2018, <https://www.amnesty.org/en/wp-content/uploads/2023/06/AFR4485292018ENGLISH.pdf>
- <sup>21</sup> Amnesty International Nigeria: Nigeria authorities must uphold human rights ahead of elections <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2023/02/nigeria-authorities-must-uphold-human-rights-ahead-of-elections/>
- <sup>22</sup> NBC sanctions 25 broadcast stations, 15 March 2023 <https://radionigeria.gov.ng/2023/06/23/ibadan-airport-gets-new-power-substation/>
- <sup>23</sup> Court outlaws NBC fines on broadcast stations, 10 May 2023 <https://radionigeria.gov.ng/2023/05/10/court-bars-nbc-from-imposing-fines-broadcast-stations/>
- <sup>24</sup> Controversial NGO regulations bill back in House of Reps <https://www.premiumtimesng.com/news/top-news/545337-controversial-ngo-regulations-bill-back-in-house-of-reps.html>
- <sup>25</sup> On 20 April 2023, the European Parliament passed a resolution calling on Nigerian authorities to drop all charges against Aminu Yahaya Shariff, detained for alleged blasphemy. European Parliament resolution of 20 April 2023 on the risk of the death penalty and the execution of singer Yahaya Sharif-Aminu for blasphemy in Nigeria (2023/2650(RSP) [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2023-0116\\_EN.html](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2023-0116_EN.html)
- <sup>26</sup> Amnesty International Nigeria, End Twitter suspension in Nigeria, <https://www.amnesty.org/en/petition/end-twitter-suspension-in-nigeria/>
- <sup>27</sup> Amnesty International Nigeria, “Nigeria: Court ruling on Twitter ban upholds the right to freedom of expression in Nigeria”, <https://www.amnesty.org.ng/2022/07/14/nigeria-court-ruling-on-twitter-ban-upholds-the-right-to-freedom-of-expression-in-nigeria/>
- <sup>28</sup> Amnesty International Nigeria, “Killing of #EndSARS protesters by the military must be investigated”, <https://www.amnesty.org/en/latest/press-release/2020/10/killing-of-endsars-protesters-by-the-military-must-be-investigated/>
- <sup>29</sup> Amnesty International Nigeria, “Two years on, more than 40 #EndSARS protesters still languishing in jail”, <https://www.amnesty.org.ng/2022/10/20/nigeria-two-years-on-more-than-40-endsars-protesters-still-languishing-in-jail/>
- <sup>30</sup> Amnesty International, “Nigeria: 60,000 forcibly evicted in Port Harcourt,” 15 February 2022, Index Number: AFR 44/5225/2022 <https://www.amnesty.org/en/documents/afr44/5225/2022/en/>
- <sup>31</sup> Amnesty International Report 2021/22: *The state of the world's human rights*, Nigeria entry, <https://www.amnesty.org/en/latest/research/2022/03/annual-report-202122/>
- Amnesty International Report 2022/23: *The state of the world's human rights*, Nigeria entry, <https://www.amnesty.org/en/documents/pol10/5670/2023/en/>
- <sup>32</sup> Premium Times, “Minister tasks judges on speedy determination of sexual, gender-based violence cases,” 18 January 2023, <https://www.premiumtimesng.com/news/more-news/576383-minister-tasks-judges-on-speedy-determination-of-sexual-gender-based-violence-cases.html>
- <sup>33</sup> Amnesty International, “Nigeria: A harrowing journey: Access to justice for women and girl survivors of rape in Nigeria,” 17 November 2021, Index AFR 44/4959/2021, <https://www.amnesty.org/en/documents/afr44/4959/2021/en/>
- <sup>34</sup> Nigeria: Failure to tackle rape crisis emboldens perpetrators and silences survivors, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/11/nigeria-failure-to-tackle-rape-crisis-emboldens-perpetrators-and-silences-survivors/>
- <sup>35</sup> Amnesty International Nigeria: A harrowing journey: Access to justice for women and girls survivors of rape in Nigeria - AFR 44/4959/2021 <https://www.amnesty.org/en/documents/afr44/4959/2021/en/>
- <sup>36</sup> On 26 February 2021, they abducted about 300 girls from Government Girls Secondary School Jangebe in Talata Marafa, Zamfara state. On 24 September 2022, gunmen attacked Ruwan Jema in Bukkuyum community and killed 18 people.
- <sup>37</sup> Amnesty International Report 2022/23: *The state of the world's human rights*, Nigeria entry, <https://www.amnesty.org/en/documents/pol10/5670/2023/en/>
- <sup>38</sup> Amnesty International Nigeria: Attacks on schools undermine right to education, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/02/nigeria-attacks-on-schools-undermine-right-to-education/>
- <sup>39</sup> Twitter: Amnesty International Nigeria: Nigerian authorities must end the frequent deadly attacks on southern Kaduna <https://twitter.com/AmnestyNigeria/status/1647654427153580032>
- <sup>40</sup> Amnesty International Report 2022/23: *The state of the world's human rights*, Nigeria entry, <https://www.amnesty.org/en/documents/pol10/5670/2023/en/>
- <sup>41</sup> On 17 December 2022, at least 60 people were killed in Mutunji, Zamfara state following airstrikes by the Nigerian Airforce. Amnesty International had called on the authorities to investigate these airstrikes on civilians. The Cable, “Amnesty asks FG to probe ‘accidental air strike’ in Yobe”, <https://www.thecable.ng/amnesty-asks-fg-to-probe-accidental-air-strike-in-yobe>
- Amnesty International Nigeria, “Nigerian authorities must end the frequent deadly attacks on southern Kaduna”, <https://twitter.com/AmnestyNigeria/status/1647654427153580032>
- <sup>42</sup> At least 115 people were killed by security forces in the southeast in 2021. Similarly, unknown gunmen have killed hundreds of people in the southeast. Amnesty International Nigeria: “At least 115 people killed by security forces in four months in country's Southeast”, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/08/nigeria-at-least-115-people-killed-by-security-forces-in-four-months-in-countrys-southeast/>
- <sup>43</sup> Amnesty International Nigeria, “BENUE: Gunmen killed over 134 people in bloody five-day attacks that preceded Easter”, Twitter: <https://twitter.com/AmnestyNigeria/status/1651302255696519169>
- Amnesty International Nigeria: “More than 120 people killed since President Tinubu's inauguration”, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2023/06/nigeria-more-than-120-people-killed-since-president-tinubus-inauguration/>
- <sup>44</sup> Amnesty International Nigeria, “BENUE: Gunmen killed over 134 people in bloody five-day attacks that preceded Easter”,

Twitter: <https://twitter.com/AmnestyNigeria/status/1651302255696519169>

Amnesty International Nigeria: "More than 120 people killed since President Tinubu's inauguration"

<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2023/06/nigeria-more-than-120-people-killed-since-president-tinubu-inauguration/>

<sup>45</sup> Amnesty International, *Nigeria: The Harvest of Death – Three Years of Bloody Clashes Between Farmers and Herders in Nigeria*: AFR 44/9503/2018 <https://www.amnesty.org/en/documents/afr44/9503/2018/en/>

<sup>46</sup> Amnesty International Report 2020/21, Nigeria entry, <https://www.amnesty.org/en/documents/pol10/3202/2021/en/>

<sup>47</sup> Amnesty International Report 2022/23, Nigeria entry, <https://www.amnesty.org/en/documents/pol10/5670/2023/en/>

<sup>48</sup> UN Doc. A/HRC/40/7 and its addendum, UN Doc. A/HRC/40/7/Add.1, recommendation 148.94 (Republic of Korea).

<sup>49</sup> Amnesty International, *Nigeria: Negligence in the Niger Delta: decoding Shell and Eni's poor record on oil spills*, 16 March 2018, Index: AFR 44/7970/2018.

<sup>50</sup> Amnesty International, "Nigeria: Shell must clean up devastating oil spills in the Niger Delta," 2 February 2023,

<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2023/02/nigeria-shell-oil-spill-trial/>

<sup>51</sup> Amnesty International, "Nigeria must show genuine commitment to ending enforced disappearances", 30 August 2022

<https://www.amnesty.org.ng/2022/08/30/nigeria-must-show-genuine-commitment-to-ending-enforced-disappearances/>

<sup>52</sup> Amnesty International Report 2022/23, *The state of the world's human rights*, Nigeria entry, <https://www.amnesty.org/en/location/africa/west-and-central-africa/nigeria/report-nigeria/>

<sup>53</sup> Amnesty International Report 2022/23, *The state of the world's human rights*, Nigeria entry, <https://www.amnesty.org/en/location/africa/west-and-central-africa/nigeria/report-nigeria/>

<sup>54</sup> Amnesty International, "Nigeria: Extrajudicial executions under the guise of tackling insecurity in the Southeast must stop",

<https://www.amnesty.org.ng/2022/07/19/extrajudicial-executions-in-the-south-east-must-stop/>

<sup>55</sup> Source: Nigerian Correctional Service Statistics - 8 May 2023.

<sup>56</sup> The Guardian, "Five inmates electrocuted, others injured in Ikoyi prison", <https://guardian.ng/news/five-inmates-electrocuted-others-injured-in-ikoyi-prison/>

<sup>57</sup> Amnesty International Nigeria, *Not A Quick Fix to Insecurity: The Death Penalty as An Ineffective Deterrent To Crime*, AFR 44/6354/2023

<https://www.amnesty.org.ng/2023/05/16/nigeria-not-a-quick-fix-to-insecurity/>

<sup>58</sup> Amnesty International, *Nigeria: Further information: Retrial ordered for singer on death row: Yahaya Sharif-Aminu*

<https://www.amnesty.org/en/documents/afr44/3568/2021/en/>